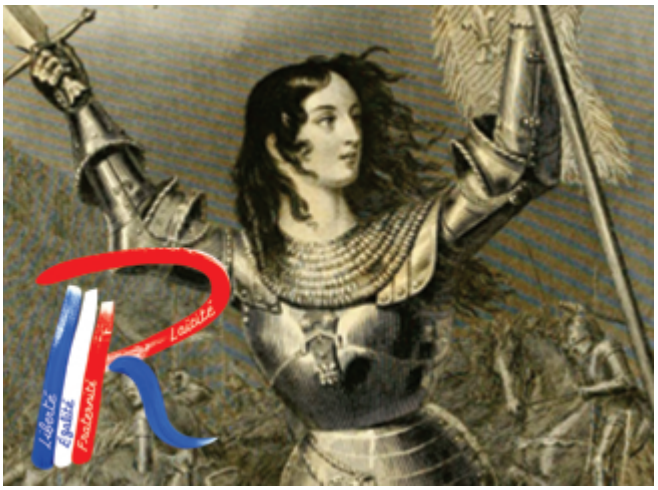
Interview sans langue de bois de Xavier Lemoine, maire de Montfermeil

écrit par Christine Tasin | 15 novembre 2011



Nous saluerons une fois de plus le courageux maire de Montfermeil qui tient un discours sans concession et sans langue de bois sur l'immigration et l'islamisation dans cette interview accordée à France soir le 19 octobre dernier.

Xavier Lemoine : « La République court à la catastrophe ! »

Une étude menée pendant un an, notamment à Montfermeil, en Seine-Saint-Denis, révèle que les préceptes de l'islam

remplacent de plus en plus les valeurs républicaines dans nos banlieues. Le maire de Montfermeil, Xavier Lemoine (UMP), réagit à ce constat en lançant un cri d'alarme.

FRANCE-SOIR L'étude de l'Institut Montaigne (lire encadré) affirme que l'islam a pris le pouvoir dans nos banlieues. Partagez-vous cette analyse ?
XAVIER LEMOINE Oui ! Je le dis depuis des années. L'islam s'est implanté dans nos quartiers. On en prend enfin conscience. Sauf que les remèdes avancés par l'Institut Montaigne – mettre plus d'argent dans les quartiers – ne sont pas les bons. De l'argent, depuis trente ans, on en a mis beaucoup dans les banlieues. Le problème, c'est que la République n'a eu aucune exigence vis-à-vis des populations accueillies. Installées en France, beaucoup d'entre elles continuent à vivre et à se comporter comme dans leurs pays d'origine, avec leurs langues et leurs coutumes, refusant nos valeurs, notre histoire et notre culture.

F.-S. Avez-vous des exemples ?
X. L. Dans ma ville, on a dépensé des sommes énormes pour que les populations étrangères s'intègrent. Mais des familles qui vivent en France depuis 10, 20 ou 25 ans ne parlent toujours pas français. Elles ne souhaitent pas s'intégrer, et la République laisse faire. Résultat : une multitude de communautés ethniques vivent chez

nous en totale autarcie, entre elles, en dehors de nos règles et de nos valeurs.

F.-S. Notre pays est pourtant très attaché à ses valeurs républicaines !
X. L. Oui, mais par angélisme on a laissé ces communautés s'organiser entre elles. Sous prétexte de respecter leurs cultures, on n'a pas exigé le respect de notre culture. On a été pris en otages. Ce que je dis, ce n'est ni du racisme ni de la discrimination. C'est du bon sens. Il faut défendre les valeurs qui ont fait la France.

F.-S. Refuser de s'intégrer, ça veut dire quoi ?
X. L. Par exemple, ne pas parler français. La plupart des enfants des quartiers ne parlent pas français à la maison. Ils parlent la langue et ils regardent la télévision du pays d'origine de leurs parents. Dans les cours de récréation de ma ville, il y a 40 à 50 nationalités différentes. Et, là encore, chacun parle la langue d'origine des parents. Les mercredis et les samedis, ces mêmes enfants sont pris en charge par les écoles coraniques ou les associations tenues par leurs ambassades. Les établissements publics sont de moins en moins utilisés.

F.-S. Quelles conséquences pour ces jeunes ?
X. L. Elevés dans leurs ghettos communautaires, ils n'adhèrent pas à nos valeurs. Et quand ils arrivent dans le monde du travail, ils ne sont pas « employables ». Ce n'est pas une question de formation, mais de « savoir être », de

comportement, de codes sociaux.

F.-S. Quelles conséquences pour notre pays ?
X. L. C’est l’éclatement de la République ! Les politiques, les associations et les médias doivent comprendre que nous ne sommes pas au pays des Bisounours. Récemment, un imam est venu me voir et il m’a dit : « Monsieur le maire, en 2014 vous serez peut-être encore réélu, mais en 2020 ce sera nous. C’est mathématique, car nous serons majoritaires. »

F.-S. Je ne comprends pas…
X. L. Cet imam faisait allusion au basculement démographique qui, selon lui, se produira en France. Déjà, en Seine-Saint-Denis, que constatons-nous ? Sur le 1,5 million d’habitants recensés, 500.000 sont titulaires d’une carte de séjour, 500.000 sont français en vertu du droit du sol ou des naturalisations et donc sans aucune ascendance française, les 500.000 autres, Français ayant des ascendances françaises, plutôt vieillissants et « déménageants ». Or le taux de natalité des deux premiers tiers est le double de celui du dernier tiers. C’est inéluctable, la bascule démographique s’accomplit, comme le décrit très bien Christopher Caldwell dans son récent livre, Une révolution sous nos yeux.

F.-S. On aborde là un sujet tabou. Que proposez-vous ?
X. L. La France doit exiger trois choses de la part des populations qui s’installent chez nous :

la connaissance du français, la connaissance et le respect de nos coutumes, et la connaissance et le respect de notre histoire. Actuellement ce n’est pas le cas, et c’est dangereux. Nous n’enseignons même plus notre histoire à l’école. Il est temps d’être lucide et responsable.

F.-S. Que faire si certains refusent de se plier à vos trois exigences ?
X. L. J’ai été récemment au Danemark et en Suède. Là-bas (des pays culturellement plutôt à gauche), les étrangers ont six mois pour apprendre la langue du pays, ses valeurs fondatrices et son histoire. Si vous ne possédez pas ces trois éléments essentiels, vous n’avez pas accès au numéro d’immatriculation qui vous donne droit à la Sécurité sociale, aux aides sociales, au logement, au travail.

F.-S. En France, imposer ces trois critères aux étrangers, est-ce possible ?
X. L. Bien sûr que c’est possible ! C’est même indispensable, si nous croyons en nos valeurs. Quand j’en parle en privé avec des élus de gauche, ils sont d’accord avec moi. Sur le terrain, les maires de gauche font le même constat que moi. Ils ont déjà fait évoluer le discours du PS… mais ils n’osent pas encore le dire publiquement. Le plus lucide et courageux d’entre eux, c’est Manuel Valls, bien mal récompensé par les résultats des primaires.

L’Institut Montaigne

Cette étude, intitulée Banlieue de la République, a été publiée par l'Institut Montaigne, un groupe de réflexion sur l'évolution à long terme de notre société. Il regroupe des universitaires, des hauts fonctionnaires, des représentants de la société civile, des syndicalistes, des chercheurs, des chefs d'entreprise. Institut indépendant, il bénéficie d'un budget annuel de 3 millions d'euros, alimenté uniquement par des dons privés.

Propos recueillis par Patrick Meney